



Ce qui coûte cher, c'est la guerre, pas les chômeurs !

Le 27 mars, Attal a annoncé une énième réforme de l'assurance chômage.

Une nouvelle fois, le gouvernement envisage :

- La réduction de la durée maximale d'indemnisation « de plusieurs mois » (passer de 18 mois à 14,5 mois) ;
- l'augmentation du temps travaillé pour avoir droit aux allocations chômage ;
- la diminution du montant de l'allocation.

Cette nouvelle réforme va enfoncer encore un peu plus les chômeurs, considérés comme des « profiteurs », en les réduisant à la misère ou en les contraignant à accepter n'importe quel boulot.

« Profiteurs », les chômeurs ?

- Plus de la moitié d'entre eux ne sont pas indemnisés par l'assurance chômage.
- Plus de la moitié de ceux qui sont indemnisés travaillent en partie.
- Le montant moyen de l'allocation mensuelle est de 1 033 euros.
- 75 % des demandeurs d'emploi sont au chômage depuis moins d'un an.

En réalité, le but du gouvernement est de mettre la main sur l'argent des travailleurs pour préparer et financer ses sales guerres.

Car dans le même temps, Macron multiplie les annonces sur l'envoi possible de troupes en Ukraine ; il veut généraliser le service national universel en 2026 ; sa loi de réquisition des personnels et des outils de production a pour but d'accélérer les cadences de production d'armes et de munitions.

À l'économie de guerre décrétée par Macron, le Parti des travailleurs oppose :

Pas un sou, pas une arme, pas un homme pour la guerre !

Réquisition des milliards détournés pour financer les guerres et affectation de ces sommes aux besoins de la population !

**Elections européennes : contre la politique réactionnaire de Macron !
Réunion publique du Parti des travailleurs : jeudi 16 mai 18h - Montfavet
- salle Bézert, près de la mairie annexe.**

Prenez contact avec le Parti des travailleurs. Lisez *La Tribune des travailleurs*.

Je souhaite prendre contact avec le Parti des travailleurs.

Nom, prénom :

Adresse :

Courriel et/ou téléphone :

A retourner à : contact@parti-des-travailleurs.fr ou à Parti des travailleurs, BP 27, 93101 Montreuil Cedex.